

5 OCTOBRE

Pour nos missions, nos emplois, nos retraites, nos traitements et salaires

La Confédération **FO**, avec plusieurs organisations syndicales, a appelé à une journée de mobilisation interprofessionnelle le 5 octobre prochain.

Le bureau fédéral **FO Finances**, réuni ce jour s'associe pleinement à cet appel, tant les revendications exprimées rejoignent en grande partie celles des agents des finances et des salariés du secteur semi-public.

Pour la fédération, depuis dix-huit mois, les agents des finances ont relevé avec professionnalisme les défis induits par la crise sanitaire. Ils ont assuré dans la période un service public économique, fiscal et financier performant, au prix parfois de lourds efforts personnels et ce dans un contexte permanent de risques sanitaires.

Force est de constater que les conditions de travail ont été bouleversées, notamment avec la mise en place du télétravail souvent imposé. Si cette nouvelle organisation a pu répondre à certaines attentes, elle a toutefois généré du mal être et du stress.

Pourtant dans le même temps, le ministre et les directeurs généraux ont maintenu l'ensemble de leurs réformes structurelles, remettant en question les missions fondamentales de certaines directions, tout en poursuivant les restructurations des services. Citons en exemple, le dynamitage des missions fiscales de la Douane, le démantèlement du réseau de proximité à la DGFIP, le maintien de la DGCCRF au sein d'une organisation territoriale interministérielle inopérante.

Depuis un peu plus de vingt ans, cette frénésie de réformes a engendré la suppression de 25 000 emplois à Bercy, rendant exsangues les services alors que la charge de travail ne cesse de croître. De fait aujourd'hui, faute de moyens humains, nombre de missions ne sont plus effectuées ou dans des conditions indignes d'un véritable service public républicain. En dépit de cette situation, il est fort à craindre que le ministère des Finances restera encore le principal pourvoyeur de suppressions d'emplois publics dans la Loi de Finances 2022.

Dans ce contexte et alors que les patrons affichent leur volonté de mieux rémunérer leur personnel en cette sortie de crise, Monsieur Le Maire le refuse à ses agents.

Alors que des mesures spécifiques ont été accordées ou sont programmées pour les personnels hospitaliers, de la police ou encore de l'éducation nationale, pourquoi les agents de Bercy en sont-ils écartés ? Serions-nous des fonctionnaires de seconde zone ?

Une simple prime, attribuée sur des critères obscurs à une minorité d'agents, a été la seule réponse aux efforts fournis, alors que les denrées et produits essentiels ne cessent de voir leur prix progresser, avec une inflation record ces derniers mois (3% en zone Euro). C'est pourquoi, le maintien du gel la valeur du point d'indice est inacceptable.

Il en est de même avec le nombre de promotions internes, chaque année moins nombreuses, qui ne permet plus aucune perspective d'évolution de carrière pour une immense majorité d'agents.

Si tout cela ne suffisait pas, le gouvernement persiste à envisager une réforme des retraites qui reporterait non seulement l'âge de départ mais diminuerait également le montant des pensions.

Le « quoi qu'il en coûte » d'hier au bénéfice des entreprises ne doit pas devenir aujourd'hui ni demain le « quoi qu'il en coûte aux salariés ».

C'est pourquoi, le bureau fédéral FO Finances appelle ses militants, adhérents, sympathisants et l'ensemble des agents des directions du ministère et des salariés du secteur semi-public à faire grève le 5 octobre :

- ✓ **Pour l'arrêt des réformes,**
- ✓ **Pour la création d'emplois statutaires,**
- ✓ **Pour l'augmentation des traitements et des salaires,**
- ✓ **Pour un plan exceptionnel de promotions internes,**
- ✓ **Pour combattre toute réforme des retraites aboutissant à un rallongement de l'âge de départ ou du nombre d'années de cotisations,**

Adopté à l'unanimité,

Paris, le 8 septembre 2021